



Comprendre le coup d'État au Soudan : qui et pourquoi ?

Article paru en langue anglaise sur le site toward freedom :
[https://towardfreedom.org/story/archives/africa-archives/
understanding-the-who-and-the-why-of-the-sudan-coup/](https://towardfreedom.org/story/archives/africa-archives/understanding-the-who-and-the-why-of-the-sudan-coup/)
Traduction amatrice en langue française

Kribsoo Diallo



Les mots écrits en arabe sur le mur disent : « longue vie aux luttes du peuple Soudanais ». A Khartoum, Soudan, à la suite du coup d'état du 25 Octobre / Crédit : Revolutionary masses of Sudan

Note de l'éditeur : Le texte suivant reflète les opinions de l'auteur et fait partie d'une série d'articles en deux parties sur le coup d'état du 25 Octobre au Soudan. La partie 2 « Conversations avec des activistes soudanais sur le coup d'État au soudan » peut être lu sur Hood Communist.

Publié le 10 Janvier 2022

Le coup d'état militaire du 25 Octobre au Soudan marque l'effondrement du régime instable et pourri alliant les militaires et les libéraux apparu à l'été 2019. Cet accord avait pour but de stopper la révolution en cours qui avait renversée le Président Omar al-Bashir, au pouvoir depuis 30 ans. Malgré la déclaration de l'état d'urgence par la junte militaire, le peuple a continué à occuper les rues de la capitale, Khartoum. Abdalla Hamdock fut même réinstallé en tant que premier ministre par les militaires. Le peuple qui s'était battu et avait versé du sang n'a pas accueilli cette nouvelle avec joie mais plutôt avec colère.

Que se passe t'il au Soudan ? C'est la première question qui vient dans la communauté internationale et ce débat politique se retrouve également dans les médias. À l'heure où l'on promeut l'idée que les divergences au sein de la communauté internationale sur ce qui se passe ne sont rien d'autre que le reflet d'un conflit international, il convient de rappeler que le peuple soudanais est le plus préoccupé par cette division.

Jusqu'à maintenant, il a souvent été dit que les événements au Soudan sont l'expression d'un conflit international. De cette idée juste, une autre idée, fausse, a été adoptée : le peuple Soudanais serait l'inévitable victime de ce conflit international. Pour répondre à cette question, les forces en conflit au Soudan doivent d'abord être décrites.



Manifestation à Khartoum, Soudan, à la suite du coup d'état du 25 Octobre / Crédit : Revolutionary masses of Sudan International Forces Share Power

Quelles sont les caractéristiques de l'ancien système qui devraient être modifiées ?

La véritable contradiction au Soudan se retrouve chez les pilleurs, quelle que soit leur étiquette politique et qu'ils soient civils ou militaires. Pourtant, les différents pôles du conflit en cours ne sont qu'une expression partielle de cette contradiction fondamentale. Quand le peuple soudanais est descendu dans les rues à la fin de l'année 2018, il a exprimé le besoin de changements profonds, et avec le soutien du comité de sécurité de Bashir (formé par les principales forces militaires du pays), a renversé le pouvoir.

Le Conseil Souverain du Soudan est une entité composée de 11 membres et a été créée après le renversement de Bashir, à partir d'une ébauche de constitution en Août 2019 dans la ville de Djouba, au Sud Soudan. Ce conseil était constitué de membres d'un groupe civil appelé Forces for Freedom and Change (FFC – Forces pour la liberté et le changement) et des dirigeants du conseil militaire de transition (Transitional Military Council (TMC) pour former une entité collective qui devait prendre le contrôle de l'État jusqu'en Novembre. Au lieu de cela, le conseil fut dissout avec le coup d'état du 25 Octobre. Le président du conseil Abdel Fattah al-Burhan a annoncé sa dissolution et son remplacement par un gouvernement prochainement nommé.



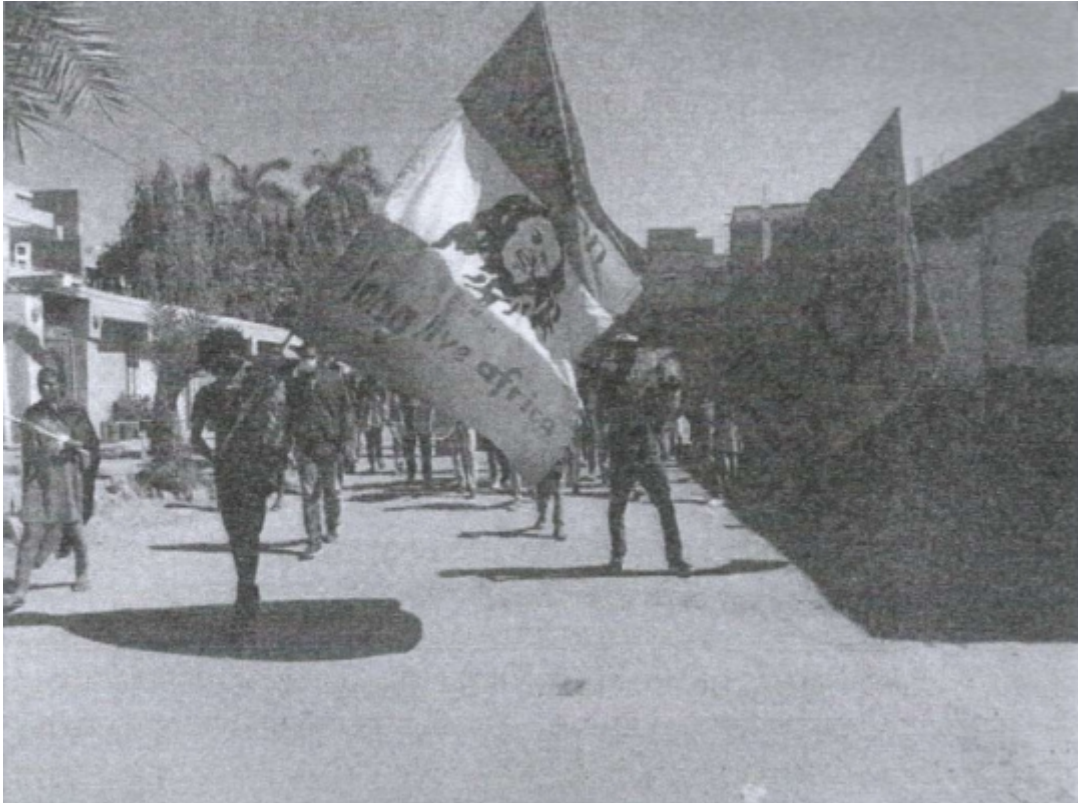
Membres du Conseil Souverain du Soudan, lors de leur première réunion en Août 2019 / Crédit : SUNA / dabansudan.com

Jusqu'à la formation du Conseil Souverain du Soudan et son récent gouvernement dissous, le Soudan a été le témoin de

nombreux changements en ce qui concerne les instances de gouvernances, mais sans que les changements profonds demandés n'adviennent. La structure du régime soudanais était caractérisée par des caractéristiques générales fondamentales. Il n'est pas possible de parler de véritables transformations si le peuple soudanais n'a perçu aucun changement dans ces caractéristiques, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à maintenant.

Mais quelles sont ces caractéristiques fondamentales ? Le cadre national soudanais est en tête de liste, car le Soudan a perdu sa partie sud et vit un état continu de conflits civils armés dans des zones dispersées du pays. Ces éléments constituent une double menace pour l'unité du pays, ce qui veut dire que les soudanais vivent dans un pays dont l'existence est menacée.

En plus de ces dangers existentiels, le Soudan a été systématiquement pillé par l'Occident, et ce via des intermédiaires soudanais, et son peuple a été affamé et gardé dans la pauvreté, ce qui a entraîné un accroissement du chômage et de la marginalisation. Le système de production sous toutes ses formes a été entravé ce qui a transformé des terres fertiles en champs de bataille. Les travailleurs et paysans ont été utilisés comme chaire à canon dans ces conflits et comme mercenaires dans les guerres d'autres pays.



Manifestants à Khartoum portant un drapeau rouge, jaune et vert (au centre) où l'on peut lire « longue vie à l'Afrique ». Un drapeau rouge (à droite) avec le symbole anarchiste et la phrase « Faites passer le mot » / Crédit : Revolutionary masses of Sudan / UNSC speaks on the coup

Les soudanais ne sont pas responsables de tout cela. Le Soudan a subi du chantage à partir du moment où il a été placé dans la liste des soutiens au terrorisme. Cela l'a rendu dépendant des aides et prêts financiers des pays occidentaux, en contre-partie de certaines conditions politiques sur place, connues de tous. Cela s'additionne aux perturbations de la vie politique et l'absence de forces nationales efficaces, ce qui a plongé le pays dans un conflit entre forces armées dont les voix ont pendant longtemps effacé la voix de la force armée nationale.

Comment interpréter les positions des forces principales dans le conflit ?

Le différend est apparu entre les parties civiles et militaires du Conseil de Souveraineté du Soudan après un conflit qui est resté non résolu. Aucune position claire chez les civils ou les militaires n'a émergé. Les deux parties ont contribué à la consolidation des politiques libérales qui ont amené le Soudan dans cette situation. Les deux parties ont clairement contribué à l'accord de normalisation des relations avec l'entité sioniste qu'est Israël. Aucune des deux parties n'a donné de directive sérieuse sur la mise en œuvre d'une réconciliation nationale pour éviter la fragmentation du pays. Malgré leur positions apparentes identiques, l'action militaire du 25 Octobre a constitué un point controversé sur la scène internationale, ce qui indique que les pouvoirs régionaux et internationaux sont différenciés entre les deux parties du Conseil Souverain du Soudan. Cela a participé aux échecs du conseil de Sécurité de l'ONU pour obtenir un consensus sur une déclaration vis à vis des événements ayant lieu à Khartoum. Quand une déclaration a enfin émergé le 28 Octobre, le Conseil de sécurité de l'ONU a décrit ce qui se passait comme « une prise de pouvoir » et non un coup d'état. La déclaration indique notamment le « besoin de respecter la constitution et l'accord de paix de Djouba » avec un appel aux autorités. Il a été demandé aux militaires de restaurer le gouvernement de transition civil sur la base de la Constitution et d'autres documents fondamentaux de la transition ».



Des poubelles en feu et un manifestant portant le drapeau du Soudan pendant une manifestation dans les rues de Khartoum, Soudan, à la suite du coup d'état du 25 Octobre. / Crédit : Revolutionary masses of Sudan.

La difficulté à adopter cette déclaration n'a pas stoppé la division des opinions sur ce qu'il se passe au Soudan. Au contraire, elle reflète la balance des pouvoirs internationaux qui a empêché la caractérisation correcte du coup d'état et a adouci la rhétorique militaire.

Retour au sein de la maison blanche

Mais la question la plus importante reste sans réponse : Pourquoi des pays ont pris des positions différentes sur les actions des militaires ?

Après avoir renversé Bashir en 2019, Le Soudan est entré dans une période d'anxiété qui a radicalement changé ses relations internationales. Le plus notable de ces changements fut le retour officiel et graduel du Soudan auprès de la Maison de l'Occident (terme utilisé pour la Maison Blanche). Cela a impliqué la possibilité de prêts financiers, la levée des sanctions et la suppression du Soudan de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme, entre autres choses.

Tout cela a poussé les observateurs à chercher le prix que le Soudan avait à payé en échange de cette « amnistie occidentale ». Au premier coup d'œil, il semble que ça soit la normalisation des relations avec l'entité sioniste Israël. Pourtant, aujourd'hui il est clair que la normalisation n'était que l'aspect public du coût pour le Soudan. Les militaires ont été les premiers à se vanter des relations avec l'entité sioniste. Cependant, l'Occident semble inquiet du pouvoir détenu par les militaires seuls et de l'exclusion des civils. La principale explication semble se trouver dans la partie obscure du prix que le Soudan a payé à Washington. Même s'il est difficile d'en être certain, l'Occident semble plus confortable avec la partie civile du Conseil Souverain du Soudan dirigé par Abdalla Hamdok, qui a depuis démissionné. Abadalla Hamdok a grandi dans ces institutions occidentales et est considéré comme proche des pays occidentaux. La partie civile pourrait construire des relations avec Washington et l'Occident aux dépens de la Russie et de la Chine, par exemple. Ainsi, le fait de retirer le Soudan de la liste des pays soutenant le terrorisme, entre autre, ont permis de restaurer les relations et de pousser

celles avec la Russie et la Chine vers l'apathie, en plus de certains indicateurs provenant d'Égypte.

Les questions soulevées à propos de la position de Hamdok sur le grand barrage de la renaissance, en cours de construction en Éthiopie et qui menace de couper l'accès à l'eau en Égypte sont l'expression de la satisfaction tacite de Washington face aux manœuvres de l'armée soudanaise. Il semble que la liste est longue en ce qui concerne les différences de positions des composantes civiles et militaires sur la nature des relations du Soudan avec le monde. Bien que ces positions ne soient pas toutes connues, nous pouvons nous attendre à les découvrir bientôt.

De nombreuses interprétations sont possibles mais les protagonistes révéleront leurs secrets rapidement puisque les positions et alignements ne peuvent se cacher très longtemps. Le pouvoir est aujourd'hui dans les mains de l'armée soudanaise, qui fait l'objet de pressions internes et externes. De ce point de vue, elle peut gagner le soutien du peuple soudanais si elle combat les pressions externes. Le Soudan doit changer ses positions dans le conflit global s'il veut répondre aux intérêts de son peuple. Ce qui, inévitablement, l'éloignera des intérêts de l'Occident et de Washington.

Kribsoo Diallo est un chercheur en science politique des affaires africaines, pan-africain et basé au Caire. Il a écrit pour de nombreux magazines et journaux africains, et il a participé à la traduction des articles en arabe et anglais pour plusieurs centres de recherches du continent africain.

